

LES TRAVAILLEURS ET L'ALGERIE

Chaque jour la guerre d'Algérie pèse plus sur notre vie de salariés, sur notre conscience de travailleurs/ Pour essayer de maintenir la domination coloniale, l'armée et la police utilisent les moyens et les méthodes de la guerre totale; la guerre, comme toute guerre porte son poids de destruction et de misère; le simple récit de ce qui se passe - que la presse cache le plus souvent - ne peut que révolter un être humain. Les travailleurs subissent les effets de la guerre sur le plan social et économique et ces effets s'accroissent à mesure que la guerre dure.

Alors que nous n'en affrontons que ses conséquences économiques et politiques, les jeunes eux sont jetés dans la guerre, et il leur faut voir et faire toutes ces choses sur lesquelles la plupart d'entre eux jettent un voile. Sans qu'ils portent en aucune manière la responsabilité des faits, ils sont contraints de partir et de faire face à des situations que beaucoup ont peine à imaginer. Les uns reviennent marqués par le fascisme; d'autres essaient d'oublier; d'autres connaissent le dégoût; d'autres endurent sur place la répression pour des refus qui restent ignorés.

D'autres ont choisi d'aller plus loin, d'agir par leurs propres moyens puisqu'ils se retrouvaient seuls. Certains ont cru qu'ils pouvaient réveiller l'opinion, faire prendre conscience à leurs camarades du rôle qu'on leur faisait jouer en publiant ce qu'ils avaient vu. D'autres, objecteurs de conscience, ont préféré le séjour en prison pour ne pas avoir à se servir d'un fusil pour tuer. D'autres ont choisi l'insoumission et la désertion et près de 3.000 ont réussi ainsi à s'organiser en France et à l'étranger pour en finir avec cette guerre. D'autres enfin, insoumis également, ont formé des réseaux de soutien au F.L.N. Ce qui est important c'est que tous ces refus de la guerre, n'étaient pas le fait des partis ou des syndicats, mais des jeunes eux-mêmes. Jusqu'à l'été dernier, beaucoup pensaient encore comme ils l'avaient pensé aux élections de 1956, en 1958, en Septembre 1959, et lors des entretiens de Melun, que les gouvernements, puis DE GAULLE, pouvaient imposer la paix à la coalition d'intérêts des colons et de l'armée. Maintenant, cet espoir n'existe plus, et dès lors, la résistance et l'opposition à la guerre qui étaient le fait de quelques uns, devenaient le fait de tous.

C'est ce qui explique l'écho rencontré par le manifeste des "I&I", manifeste d'intellectuels qui expriment par des moyens qui leurs sont propres, en dehors des partis, leur révolte contre la guerre, et leur solidarité avec ceux qui agissent pour la faire cesser. Devant cette attitude courageuse d'une minorité, le gouvernement se trouve contraint de prendre en France le visage qu'il a en Algérie, celui que l'état bourgeois prend lorsque son existence est en cause, et qu'il ne peut plus dissimuler alors derrière la façade des institutions. Saisies de journaux et de livres, perquisitions, arrestations, peines de prison, révocations de fonctionnaires, limitation du droit de grève, marquent ces tentatives d'endiguer le mouvement de révolte contre la guerre.

En même temps, les partis politiques et les syndicats sont bien embarrassés. Au lieu des communiqués périodiques et des motions de congrès où ils affirment "hautement" leur opposition à la "sale guerre", ils sont contraints de prendre position sur la désertion, et d'envisager des actions pour faire cesser la guerre. Bien sûr on pourrait épiloguer sur le sens de ces moyens d'actions et sur les intentions réelles des organisations, mais ce qui compte maintenant, c'est qu'un mouvement qui ne vient pas d'eux les pousse à prendre des initiatives qu'ils n'avaient jamais voulu prendre auparavant.

Pour les travailleurs, le manifeste des intellectuels prend un sens beaucoup plus clair. Les jeunes, les intellectuels ont bien trouvé, hors des organisations le moyen d'affirmer ce



ou'ils pensaient et d'agir avec leurs moyens propres. Pourquoi les travailleurs ne trouvaient-ils pas une voie qui leur soit propre pour la défense de leurs intérêts de classe?

Si nous devons affirmer une position, nous dirions d'autres choses sur la guerre en général comme sur la guerre d'Algérie en particulier, sur l'insoumission et sur la désertion, sur le sens réel des conflits d'ordre économique que met en cause cette guerre, tant pour l'Algérie que pour la France.

Pour les Algériens, la fin de la guerre manquera la substitution d'une autre société d'exploitation à la société coloniale. Mais là, leur lutte est révolutionnaire, car elle marque après des années de tentatives, de réformes avortées, la volonté de renverser par la violence un ordre social qui ne répond nullement à l'évolution économique de l'Algérie.

Les jeunes ont estimé que les méthodes anciennes avaient fait faillite et ne servaient à rien, et ne reconnaissent plus de valeur à l'état et à la société bourgeoise actuelle: leur lutte a aussi un caractère révolutionnaire et se rattache à l'internationalisme prolétarien.

Affirmer notre solidarité de travailleurs ne suffit pas. Pour la France non plus la fin de la guerre d'Algérie ne sera pas une "victoire ouvrière". Déjà dans la mesure où des forces sociales entrent en mouvement contre la guerre, les partis et une fraction des classes dirigeantes s'y joignent pour assurer en cas de renversement du régime, la continuité du pouvoir dans le cadre de la société capitaliste.

La seule forme de solidarité c'est d'agir là où nous sommes.

Nous sommes des travailleurs parmi d'autres travailleurs. Nous n'avons pas de consignes ou de conseils de lutte à donner. S'il y a une lutte, nous ne pouvons dire d'avance quelle forme elle prendra ni ce qu'elle sera, jusqu'à où elle ira. Nous savons seulement que nous serons dans cette lutte et que nous ferons l'impossible pour qu'elle conserve son caractère de lutte ouvrière pour des objectifs propres aux travailleurs.

Il est possible que maintenant la situation soit telle que les travailleurs pensent à entrer en lutte contre les conséquences de la guerre, contre la guerre. A nous de montrer et de dire autour de nous ce qu'est cette guerre, d'expliquer autour de nous, que, comme les jeunes ou les intellectuels, les travailleurs peuvent se trouver leurs propres moyens de lutte, qu'ils n'ont personne à suivre, mais seulement à prendre conscience de leurs intérêts de classe et de leur propre force.

#### CONGO BELGE: REVOLUTION SOCIALE ou JEUX DE POLITICIENS

Avant qu'ils prennent leur forme tragico-comique actuelle, les événements du Congo ex-Belge, ont un moment retenu l'intérêt des ouvriers. Parmi les "militants" on a surtout vu dans ces événements le coup porté au colonialisme belge et on s'est réjoui de ce début d'émancipation des populations congolaises. "N'est-ce pas une véritable révolution sociale qui s'annonce sous nos yeux avec l'intervention active des masses africaines?" se demandaient certains camarades. On a pu l'espérer un moment. Aujourd'hui, compte tenu des informations que l'on a reçues et du cours qu'ont pris les événements, on ne peut plus guère le penser. La plupart du temps, les masses sont demeurées passives, complètement dépassées par ce qui leur arrivait. "On va nous conduire cette indépendance qu'on nous donne si rapidement, que vont faire nos leaders, les guerres tribales ne vont-elles pas reprendre...?" écrivait avec inquiétude en avril dernier, un congolais d'Elisabethville. En fait l'inquiétude semble bien avoir été l'élément dominant depuis le 1<sup>er</sup> juillet, date de l'Indépendance. N'oublions pas que c'est la rébellion des éléments africains de la Force Armée (Force Publique) contre leurs officiers, mais aussi contre le Gouvernement Lumumba qui n'avait accordé ni promotion ni augmentation de solde, qui a déclenché la panique des belges et leur exode précipité. Dans certains coins, les sectes secrètes, mystiques en ont profité pour manifester une xénophobie que la répression des années récentes avait exagérée. Mais en général les congolais et notamment les milieux ouvriers, sont restés sur la réserve. En vain à Léopoldville, tour à tour Lumumba, Kasavubu, Ileo, etc... ont essayé de mobiliser leurs partisans de la ville indigène dans des manifestations de masse.

Telle paraît être la réalité et l'on pouvait d'ailleurs difficilement imaginer que les populations congolaises dont beaucoup sont engluées dans des liens de clans, de tribus, ou magico-religieux particularistes et rétrogrades, allaient soudain prendre une conscience claire de leur situation et se battre pour la réalisation d'une société socialiste. Il n'empêche qu'un immobilisme a été détruit et que les africains du Congo doivent faire face à des problèmes nouveaux et que par conséquent des solutions nouvelles sont possibles.



LE ROLE DES SYNDICATS DANS LE REGIME

Si l'on met de côté quelques mouvements locaux qui gardent leur caractère spontané - mais limité- la manière dont les luttes se sont passées dans le premier semestre 1960 permet de bien préciser le rôle que les syndicats, notamment la C.G.T. jouent dans le régime gaulliste.

Le soutien inconditionnel à DE GAULLE, exprimé lors de la grève "unanime" du 1<sup>er</sup> Février, apparaît concrètement. Nous ne pouvons faire mieux que citer ce passage de France-Observateur du 16/6/60 :

" Nous avons déjà eu l'occasion de signaler la prudence  
" des syndicats. Intervenant dans les grèves, ils ont  
" discipliné des mouvements d'origine spontanée. Mais ils  
" ont toujours cherché à éviter qu'elles dégénèrent en épreuve  
" de force. Aussi refusent-ils à engager des actions  
" où ils pourraient être débordés. Or, après une grève  
" réussie où pendant 24 heures fonctionnaires, postiers,  
" enseignants et aussi cheminots et employés des transports  
" parisiens auraient cessé le travail ensemble, il aurait  
" été extrêmement difficile de faire reprendre le travail  
" aux grévistes. Les syndicats n'ont sans doute pas voulu  
" prendre le risque de lancer leurs principales forces dans  
" une bataille qu'ils n'étaient pas certains de contrôler".

En d'autres termes, ce qui compte, ce sont les objectifs du syndicat, pas ceux des travailleurs: quand on veut contrôler une lutte, c'est qu'on veut l'orienter sur des buts qui ne sont pas ceux des travailleurs et en utiliser seulement la force, comme un moyen de pression sur le pouvoir.

Réductions d'horaires dans l'automobile. Diminution des salaires.  
Que propose la C.G.T.?

La Fédération C.G.T. des métaux rappelle que depuis un an, elle a préconisé  
" des mesures susceptibles de relancer le marché intérieur

" La solution la plus efficace est l'augmentation du pouvoir  
" d'achat. C'est en revalorisant celui-ci que l'on maintien-  
" dra et que l'on élargira la clientèle de l'industrie au-  
" tomobile ". ( Humanité 29 Aout.)

Ce n'est plus le "produire, produire" de 45-47, mais c'est presque pareil.  
Si l'on augmente les horaires, les travailleurs auront plus d'argent, et ils se vendra  
plus de bagnoles ( pas forcément à eux ).



Avec l'expérience des luttes 59-60, avec de pareils objectifs, les travailleurs sont devenus pour le moins excessivement méfiants.

A ceux qui continuent de parler " d'apathie " parce que les travailleurs ne les suivent pas, à ceux qui continuent à faire le procès d'une classe ouvrière qui "s'em-bourgeoise" on peut opposer une certaine conscience de la situation globale qui conduit à cet immobilisme. Comme nous l'écrivions : Plus que jamais les travailleurs font l'expérience d'une lutte sur deux fronts: directions d'entreprise d'un côté, directions syndicales de l'autre.

En dehors d'actions très limitées (atelier, usine) pas d'actions plus vastes qui risqueraient, à travers un échec certain de "mouiller" bien inutilement des travailleurs tant vis à vis des patrons que des syndicats. Dans les luttes ouvrières tout s'exprime à travers un rapport de force. Les travailleurs -isolés- ont conscience que ce rapport n'est pas en leur faveur; lorsqu'ils sont contraints à la lutte, celle-ci garde son caractère autonome, tant qu'il n'y a pas de risque trop grand - et cela ne va pas bien loin, mais ils utilisent le cadre syndical comme un paravent dès que cela doit aller plus loin, tout en sachant que l'instrument est bien mauvais, mais qu'il est trop dangereux de s'en passer.

Passées les vacances, les petites grèves recommencent, toujours sur les mêmes revendications -partielles- des salariés forcés de se battre par les "aménagements" du capitalisme poussé par l'évolution des techniques de production.

- 450 ouvriers chez Christofle à St Denis (Orfèvrerie) depuis plus de 20 jours pour des salaires et contre des licenciements.
- un atelier de Michelin (300 ouvriers) contre l'augmentation des cadences
- débrayage en Moselle dans une mine de fer pour s'opposer au déplacement d'un machiniste.
- A Angers débrayage pour le licenciement d'un délégué.

Les syndicats reprennent la même tactique que l'an passé: ils laissent les travailleurs se débrouiller seuls et n'interviennent que si cela va trop loin

#### CONTRADICTIONS DE LA CLASSE OUVRIERE

A Lure, Hte Saône, des ouvriers s'en prennent à leur directeur, à la suite d'un lock-out: apercevant la voiture de leur directeur technique, M. Farana, une trentaine d'ouvriers et d'ouvrières, sur un effectif de soixante trois mis en chômage forcé par une usine de tissage de Magny-Vernois depuis le 2 août, l'obligèrent à les suivre à quelques mètres de là, dans l'arrière salle d'un café. Ils lui réclamèrent alors le règlement de deux mois de salaires, dont ceux de Juillet demeurés impayés. Après intervention des autorités, il a été décidé que les ouvriers lock-outés recevront cet après-midi ( 31 août) ce qui leur est dû. ( extraits du Monde ).



Le meurtre d'un maçon européen par un manoeuvre algérien a provoqué mercredi pendant quelques heures, la grève des mille ouvriers européens travaillant au chantier de construction de la cité satellite de la Dame Blanche, à Garges-les-Gonesse.

Mercredi matin les mille ouvriers européens du chantier n'ont pas voulu reprendre le travail : " nous ferons grève tant que tous les ouvriers nord-africains embauchés sur le chantier ne seront pas renvoyés ". Il y a dans ce chantier une quinzaine de travailleurs musulmans. Après les pourparlers engagés par le sous-préfet de Pontoise le travail a repris au cours de l'après-midi, seuls sont restés en grève une centaine d'ouvriers camarades du maçon. (Le Monde du 13/7/60).

#### AU SUJET DU LICENCIEMENT d'un DÉLÉGUÉ (Perspectives Ouvrières-N° 2-Lavalette)

Ce n'est pas avec des pleurnicheries qu'on défend un travailleur. C'est l'enfoncer davantage que d'invoquer pour sa défense son état de santé, sa situation de famille ses difficultés personnelles de toutes sortes. Dans une situation objective d'employeurs à employés, il est ridicule de faire entrer le sentiment. Professionnellement, ce délégué n'avait eu aucun reproche à l'atelier 23 où il travaillait précédemment. Il avait loupé des pièces à l'atelier 21 - voire ?... et dans quelles conditions elles avaient été faites. C'est parfois miracle de ne pas louper des pièces étant donné l'état de certaines machines, et les conditions de fabrication. Ce n'est pas tant le côté professionnel qui était en cause chez lui, c'est à son comportement qu'on en voulait, et l'ironie d'un regard, ou d'une attitude est un délit intolérable... Le tort de ce délégué c'est d'avoir voulu faire cesser, par des moyens individuels, une situation qui lui était devenue intolérable.

#### LES RÉDUCTIONS d'HORAIRES CHEZ RENAULT

Les BIENFAITS DE LA PRODUCTIVITÉ à U.5. ( extrait de Tribune Ouvrière N° 68  
Septembre 1960 ).

Quelques semaines avant les vacances, il y a eu les licenciements de 1000 travailleurs sous contrat provisoire. Au retour des vacances, on nous fait appliquer une réduction de l'horaire de travail, 45 heures, au lieu de 48. Ces mesures sont dues aux améliorations du rendement de l'ouvrier et aux techniques nouvelles de production.

Dans le passé pas si lointain, Dreyfus et son équipe disaient (ou faisaient dire) "investir, produire plus, c'est la garantie de l'emploi, c'est des salaires plus élevés"; mais aujourd'hui, rien ne va plus, car d'autres licenciements et d'autres réductions d'horaires auront lieu: il y a trop d'O.S. pour faire le même nombre de moteurs.

Prenez par exemple U.5. A U.5. depuis déjà plusieurs mois, le système de contrôle des ouvriers s'est développé sans cesse. Il y a eu les études de poste où les ouvriers que l'on déplace sans arrêt ne savent jamais combien ils sont payés. Il y a eu la suppression des chefs d'équipe, remplacés par les régleurs, auxquels avaient été faites tout un tas de belles promesses et qui n'ont pas été tenues, comme de bien entendu. De longue date la direction sait qu'il existe une camaraderie entre les régleurs et les O.S. et misant sur celle-ci elle avait l'espoir d'une prise plus grande, d'un contrôle meilleur sur les ouvriers et sur leur travail par les confidences qu'ils échangent entre eux.



La direction désirait transformer les régleurs en garde-chiourme et en mouchards. Seuls quelques imbéciles se sont laissés prendre à l'idée de posséder des galons pour 350 Frs de l'heure. D'autre part, on peut dire que le travail de régleur est presque inutile. Lorsqu'il est absent l'ouvrier fait tout de même le travail et même si son absence se prolonge un mois, l'O.S. fait quand même le boulot, et quand le nouveau ou le remplaçant arrive, il est mis au courant de son travail par l'O.S.

Voyons les techniques nouvelles de production à U.5.

Il y a des transferts qui vont de plus en plus vite. Des machines modernes qui font jusqu'à 14 opérations à la fois. Des cadences toujours plus infernales et plus pénibles: l'histoire des temps-chrono, ça n'existe plus, c'est vieux jeu ! Maintenant pour augmenter la cadence au maximum il y a plusieurs façons. Une des façons, c'est de faire marcher la machine jusqu'à ce que les outils cassent et ensuite de réduire la vitesse de la machine jusqu'à sa limite, c'est-à-dire jusqu'à ce que les outils tiennent le coup. Une autre façon d'augmenter les cadences c'est d'équiper les machines de compteurs et toutes les 20 minutes environ on relève la production, ceci pendant un certain temps, et après... vous pouvez les retrousser vos manches... comme disait un jour un certain sinistre individu !

Voilà où nous en sommes à U.5.

#### CHANTAGE PATRONAL

(extrait de Perspectives ouvrières-N°2- Bulletin ouvrier de Lavalette-St Ouen)

A l'Entraxe, atelier outillage, les ouvriers ont été sollicités à venir le samedi; comme ils refusaient, le chef du département central outillage vint les prévenir qu'il n'était pas sûr de pouvoir leur assurer une semaine de 48 heures.

C'est là un de leurs procédés de pression.

#### LES DROITS DES TRAVAILLEURS

Certains camarades nous ont demandé : pourquoi une telle chronique? Vous n'arriverez jamais à faire la pige aux pages juridiques de la Vie Ouvrière - qui ne parle pratiquement que de ça.

Bien sûr . Mais ce qui compte plus, ce n'est pas tant les renseignements que l'on peut donner mais surtout la "manière" de se servir de ce qu'on nous impose.

Notre premier droit de travailleur est de ne pas respecter les "règles" toutes les fois qu'on a la force- individuellement et collectivement- de le faire. Si on peut le faire habilement, sans trop de conséquence, autant être renseigné sur la manière de se servir du droit.

C'est cette manière de s'en servir dont nous voulons parler et de rien d'autre.

Ce sont surtout les tuyaux que nous pouvons passer aux camarades qui doivent servir à remplir cette page.



## SALAIRE GARANTI POUR LES FORTS

Le fameux SMIG -minimum de misère- c'est encore trop pour un travailleur qui a épuisé ses forces au service d'un patron.

S'il est "physiquement diminué" le patron a le "droit" de ne pas payer ce "minimum".

## A QUOI SERT LE FONDS DE CHOMAGE ?

L'impôt supplémentaire qu'on prélève chaque mois sur nos salaires a procuré aux organismes paritaires qui le collectent une "réserve" de 47 milliards d'anciens francs en AOUT 1960. Et ils ne savent qu'en faire?

Les syndicats proposent :

- d'augmenter les allocations de chômage et la durée de paiement
- de donner les moyens matériels pour une meilleure "utilisation" (sic) de la main d'oeuvre.
- de financer le plan d'expansion économique.

Autrement dit, les syndicats voudraient avec notre argent aider le patronat à surmonter ses difficultés, permettre les fermetures d'usines et l'ouverture de nouvelles.

En attendant, la manne des 47 milliards est "placée": 40% à court terme - 40% à long terme - par souscriptions d'emprunts publics ou privés.

Ce qui veut dire que, d'une manière comme d'une autre, c'est l'Etat qui en profite; 47 milliards, cela fait au moins 20 jours de guerre d'Algérie.

Et si on ajoute tout l'argent collecté sous prétexte de Sécurité Sociale de Retraite, on peut mesurer tout ce que lestravailleurs prêtent au capitalisme pour financer ses "besoins", en plus de ce qui est "admis" habituellement (impôts).

## LE REGIME GAULLESTE ET LES SYNDICATS

Les lignes qui suivent sont extraites du journal officiel, compte rendu des débats de l'Assemblée Nationale du 16 Juin 1960 - sur la politique sociale du gouvernement.

GRENIER: (député du P.C.) répondant à un député U.N.R.:

Mon cher Collègue (sic) : des ouvriers sont en cause (il s'agit des licenciés des chantiers de l'Atlantique à St Denis) et qui eux ne gagnent pas 420.000 Fs par mois. Vous me comprenez .... et nous prévenons le gouvernement qu'il va vers de sérieuses difficultés sociales s'il poursuit ....

DUVILLARD: (U.N.R.) seuls les députés communistes applaudissent... et avec quelque retard. Tout à l'heure il n'y avait pas un seul député communiste en séance.

BERDET : (U.N.R.) Messieurs les Ministres, mes chers collègues, dans cette, calme at-  
mosphère de salon

.....



BACON:

(ministre du travail M.R.P.)

Aucun progrès social ne se fera en France, vous le savez ... ne pourra s'établir si la force ouvrière syndicale n'est pas justement associée à l'effort de la communauté française, à l'effort de toute la France....

Il faut que les associés soient définis, il faut qu'ils soient forts, chacun de son côté. C'est donc la notion de syndicat représentatif qui a été retenue.. J'ai la certitude qu'en recourant à ces méthodes et à ces procédés, il (le gouvernement) réussira à intégrer comme vous le demandez tous, les forces syndicales ouvrières dans la communauté nationale....

( cette déclaration n'a entraîné aucune protestation des députés du P.C.)

UNE GREVE DE DIX JOURS des 200 ouvriers de l'Agence Française de Travaux dans l'Oise.

Un quart de page dans l'Huma du Vendredi 19 Août pour annoncer la reprise du travail avec des commentaires : " c'est quand même bien le syndicat, la victoire n'est pas totale mais elle est réelle ".

Six lignes le lundi 22 Août pour dire que ces mêmes travailleurs ayant jugé insuffisantes les propositions de la direction "avaient décidé de poursuivre la grève ".

C'est quand même bien le syndicat !

#### DANS LES PAYS SOCIALISTES

Nous pensons donner régulièrement des informations touchant les pays du bloc soviétique, non pour alimenter une propagande politique, mais pour essayer de faire apparaître que est le véritable caractère des régimes ou aussi bien les capitalistes que les membres des Partis Communistes s'obstinent à présenter comme "socialistes".

Nous n'entendons pas imposer un point de vue, mais à l'aide des informations, provoquer des discussions. Les similitudes entre le bloc "socialiste" et le bloc capitaliste sont évidentes. Qu'on le veuille ou non, notre situation de travailleurs, nos luttes, sont influencées directement par les rivalités des deux blocs, par la structure de ceux-ci. C'est donc en fin de compte notre propre condition, nos propres perspectives de lutte que nous pouvons approfondir, en réfléchissant sur ce qui se passe tant en Russie ou en Chine, qu'aux U.S.A. ou en Grande Bretagne.

Par exemple, une information parue dans le Monde ( 3/8/60) sur un procès intenté à Varsovie à un Directeur d'usine et à 22 employés pour " abus économiques" (trafic de marchandises ) avec confiscation de villas, voitures; devises , bijoux, propriétés, etc.. Avec le commentaire suivant : " ce qu'il est convenu d'appeler en Pologne les "abus économiques" prend une extension qui cause les plus vives inquiétudes... En fait l'une des difficultés fondamentales tient à ce qu'une partie du public n'approuve plus ni surprise ni indignation devant les activités des trafiquants. Cet état de choses vient d'ailleurs d'être évoqué à une conférence du parti ouvrier. Il a été indiqué que le nombre des abus a augmenté... la conférence a permis d'apprendre que souvent les personnes condamnées pour crimes économiques, retrouvent un poste de direction dans les entreprises.



Ces faits n'indiquent-ils pas qu'en Pologne il y a dans les structures économiques mêmes, une classe dans laquelle entre les dirigeants d'entreprise qui tend à s'appropriier les biens, que les "autorités" ne peuvent rien changer à cette situation puisqu'ils sont contraints de se servir de ceux-là mêmes qu'ils ont prétendu condamner. Que cette situation est tellement bien établie qu'elle ne gêne plus personne. Ce qui apparaît à première vue, comme un conflit entre le pouvoir politique et les dirigeants d'entreprise, montre en réalité l'impuissance de ce pouvoir politique devant une classe dominante qui détient la réalité du pouvoir social: celle des technocrates ayant en mains les leviers de l'économie.

ESPAGNE

Sous le titre " Franco utilise les communistes dans les syndicats phalangistes " un journaliste mexicain Victor ALBA a donné dans un organe de l'A.F.L.-C.I.O. un article reproduit par The Socialist Leader (24 /9/60) sur la tactique du parti communiste vis à vis des syndicats officiels dans le régime franquiste.

A notre avis, il permet de comprendre quel peut-être et quel pourrait être l'attitude du P.C. dans un régime fort tel qu'il existe actuellement en France ou tel qu'il pourrait être en cas de durcissement politique.

" Avant la guerre civile, la Phalange essaya sans succès de s'infiltrer dans les syndicats espagnols. Pourtant quand le soulèvement militaire de 1936 prit un caractère ouvertement fasciste, les phalangistes établirent des syndicats dans les territoires sous leur contrôle.

" A la fin de la guerre civile en 1939, ils établirent une vaste organisation C.N.S. Les syndicats affiliés au C.N.S. furent appelés " organisations " verticales parce qu'ils comprenaient non seulement des travailleurs mais aussi des employeurs. L'affiliation dans les syndicats "verticaux" est obligatoire.

Avec le temps, les travailleurs espagnols s'étaient habitués à être membres de ces organisations. Les chefs étaient désignés par en haut : Franco désigne les chefs nationaux, ces derniers désignent les officiels régionaux, et ainsi de suite. Il est vrai que de soi-disant élections syndicales ont lieu, mais les membres des syndicats peuvent voter seulement pour les candidats d'une seule liste , comme en Russie "

.....

(ici un historique de la C.N.T. -syndicat anarchiste- et de l'U.G.T.-syndicat social démocrate- et du rôle du P.C. avant et pendant la guerre civile de 1936. dans la suite de l'exposé 'communiste' désigne les membres du parti.)

" Actuellement, l'U.G.T. et la C.N.T. ont des organisations clandestines, dans les centres industriels d'Espagne. Ils ont même recruté des membres parmi les jeunes travailleurs. Mais la majorité de leurs cadres sont des militants d'avant-guerre. ils sont expérimentés mais, c'est compréhensible, épuisés par les longues années de luttes et répressions incessantes de la police.

Par dessus tout, l'insuffisance de moyens matériels empêche la formation idéologique des jeunes et l'organisation de la masse de travailleurs, mécontents du



régime, sa politique des salaires, ses syndicats officiels et le manque de liberté.

Dans les prisons espagnoles, il y a des hommes condamnés à 10 ou 20 ans pour avoir participé à une grève ou à l'organisation d'un syndicat clandestin.

Les communistes n'ont à affronter aucun de ces obstacles dans leur activité dans le mouvement ouvrier. Sous Franco, les communistes essayent d'abord de s'infiltrer dans les organisations clandestines, spécialement l'U.G.T. Pour y parvenir, ils n'hésitent pas à dénoncer à la police de Franco les militants qui s'opposaient à eux.

Pourtant le souvenir vivace de l'expérience de collaboration avec les staliens pendant la guerre civile fit que ces tentatives d'infiltration échouèrent.

Vers 1950, les communistes changèrent leur tactique. Ils commencèrent à pénétrer dans les syndicats phalangistes. Etant expérimentés, dynamiques et bien organisés ils réussirent à occuper des postes importants dans les syndicats locaux. Ils étendirent lentement leur influence.

Les chefs nationaux et régionaux de la phalange ne protestent pas car les communistes leur servent à donner aux travailleurs l'illusion que la démocratie syndicale existe dans une certaine mesure; cela leur permet de rejeter sur les communistes la responsabilité des mouvements de protestation et enfin de les aider à combattre les efforts de l'U.G.T. et de la C.N.T. dans leur travail clandestin.

Vers 1956-57 les communistes commencèrent à accroître considérablement leurs activités à l'intérieur des syndicats phalangistes.

De nombreux leaders locaux et régionaux sont des communistes à peine déguisés. Les communistes occupent des postes de responsables dans les entreprises d'une majorité de villes. Les travailleurs en ont pris l'habitude et ils ont souvent confiance en eux depuis qu'ils n'hésitent pas à risquer leur poste pour prendre une attitude " héroïque " Et le Parti n'a aucun scrupule à sacrifier ces hommes dans le but d'accroître son prestige parmi les travailleurs.

Le régime de Franco n'est pas opposé au retour des communistes en Espagne et à leur activité dans les syndicats. Il est évident que ces activités sont contrôlées par les phalangistes et par la police. Mais les communistes acceptent ces contrôles parce qu'ils savent qu'en dépit d'eux ils prennent graduellement pied dans l'appareil bureaucratique.

Et le jour où Franco tombera ou mourra, ils auront le contrôle d'une fédération de syndicats, une fédération à laquelle tous les travailleurs appartiennent. Ils pensent que le régime qui suivra Franco préférera maintenir la structure verticale pour des raisons de contrôle et d'efficacité politiques des masses plutôt qu'une reconstitution légale et politique des anciennes centrales syndicales- la C.N.T. anarcho-syndicaliste et l'U.G.T. socialiste.

Un tel développement dans le futur est tellement du domaine des possibilités que les socialistes et syndicalistes ont aussi commencé dernièrement à travailler à l'intérieur des syndicats phalangistes tout en continuant leurs efforts pour renforcer et développer leur argumentation clandestine. Mais en comparaison les communistes sont déjà beaucoup plus loin dans leur infiltration dans le C.E.S. De plus la police et les chefs phalangistes ne les gênent pas alors que les socialistes et syndicalistes sont continuellement pourchassés et souvent arrêtés et torturés.

Les communistes pensent que leur position sera renforcée à la fin du régime de Franco par tous ceux qui craignent les conséquences de leurs compromissions avec le régime de Franco. Les communistes pourront les protéger et en échange, pourront compter sur leur soumission et leur fidélité. C'est ce que firent les communistes en France et en Italie



à la fin de la seconde guerre mondiale et c'est ce qu'ils firent en Espagne durant la guerre civile.

Une autre expérience internationale, celle de l'Argentine, encouragé les communistes à suivre cette tactique. Quand Péron fut renversé, les péronistes qui étaient nombreux dans beaucoup de syndicats et sans idéologie devinrent et sont encore, non seulement les alliés mais aussi les instruments des communistes. En Espagne beaucoup de Phalangistes de base, notamment ceux qui sont actifs dans les syndicats peuvent suivre la même voie.

#### Agent de liaison

Dans le système des syndicats phalangistes, il y a une institution qui rend de grands services aux communistes: le poste de "enlace", d'agent de liaison entre le syndicat et l'entreprise. Les "enlaces" sont élus par les travailleurs.

Actuellement, les élections sont relativement libres. Les travailleurs peuvent choisir entre plusieurs candidats pourvu que ceux-ci nient la confiance des chefs du C.N.S. Les communistes ont cette confiance et grâce à leur travail sont souvent élus comme "enlaces". Ce poste leur assure une énorme influence par le contact direct avec les travailleurs. Il leur permet de faire de la propagande, de voyager, d'avoir du temps et des moyens, qu'ils utilisent naturellement, réellement sans aucun risque au profit du P.C.

Combien faibles sont les risques que les communistes ont à craindre, un récent incident l'a montré: le trois mai dernier le général Franco décida d'expulser d'Espagne et de renvoyer en U.R.S.S. 21 espagnols qui avaient été rapatriés par Moscou quelques années auparavant. C'étaient des communistes dont l'activité avait été trop importune ou trop embarrassante pour les chefs phalangistes de la C.N.S.

Le contraste entre la clémence de cette mesure et la répression brutale dont les socialistes ou syndicales et les autres opposants au régime de Franco sont victimes est tout à fait frappante.

Bien plus, la police de Franco a maintenu en prison pendant des années des étrangers qui participèrent, le plus souvent par accident, à des activités oppositionnelles. Ces étrangers n'étaient pas expulsés, mais emprisonnés. "

#### LIAISONS

14 camarades d'entreprise de la région parisienne se sont retrouvés le 24 septembre. Ils ont discuté de l'Algérie, du Congo, de la situation particulière de chaque entreprise.

Ils ont convenu de tenter de donner à ce bulletin une plus grande diffusion en vue d'accroître les liaisons, notamment avec des camarades de province.

Une prochaine réunion se tiendra le SAMEDI 15 OCTOBRE, à 15 heures, dans le local habituel.

D'autre part, il a été retenu le principe d'une réunion publique dans la deuxième quinzaine d'Octobre.

Pour correspondances et liaisons, s'adresser aux camarades/



CE QUE NOUS SOMMES, CE QUE NOUS VOULONS :

Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis ou syndicats.

Les expériences que nous avons faites nous ont montré que les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation. Ils servent d'intermédiaire sur le marché du travail et utilisent nos luttes pour des buts politiques et non pour les épauler et les coordonner.

C'est pourquoi nous pensons que c'est à nous-mêmes de défendre nos intérêts et de lutter pour notre émancipation. Mais nous savons que nous ne pouvons le faire d'une façon efficace en restant isolés. Aussi cherchons-nous à créer des liaisons effectives directes entre les travailleurs, syndiqués ou non, de différentes usines, entreprises et bureaux. Ceci nous permet de nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos lieux de travail, de dénoncer les mandeuvres syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.

Cela nous amène, à travers les problèmes actuels, à mettre en cause le régime et à discuter de problèmes généraux tels que la propriété capitaliste, la guerre ou le racisme. Chacun expose librement son point de vue et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise.

Dans les luttes nous intervenons pour que les mouvements soient unitaires et pour cela nous préconisons la mise sur pied de comités associant de façon active le plus grand nombre possible de travailleurs, nous préconisons des revendications non hiérarchisées et non catégorielles, capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler. D'autre part, nous considérons que ces luttes ne sont qu'une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises et de la société par les travailleurs eux-mêmes, sans méconnaître les obstacles qui s'opposent à un tel objectif.

Nous publions collectivement le présent bulletin qui :

- reflète nos discussions
- reproduit les informations relatives aux entreprises
- publie des études simples sur l'économie et la technique
- traite de problèmes pratiques: droits de salariés, etc...
- donne des renseignements sur les mouvements ouvriers étrangers
- rend compte de la presse ouvrière
- publie des documents sur la vie et les problèmes ouvriers (récits correspondances, souvenirs, interviews, etc...)
- offre une tribune de discussion.

Nous sommes à la disposition de tous les camarades pour leur fournir tous les renseignements qu'ils peuvent désirer sur leurs "droits" en face des patrons, leur donner des tuyaux et les épauler par tous moyens si c'est nécessaire. Pour nous la solidarité des travailleurs comprend l'aide à tous les travailleurs sous n'importe quelle forme.

---